

L'inflation indomptable (page 3)



Pour la BRB, la tendance haussière de l'inflation serait alimentée par la dépréciation du taux de change réel et des attentes inflationnistes élevées.

SPORT



Coupe du Monde 2026

Le Burundi face au défi des éliminatoires (page 2)

DEVELOPPEMENT



Corridor Central

Le Corridor Central à l'œuvre pour la promotion du port de Bujumbura (page 3)

ENVIRONNEMENT



Protection de l'environnement

Agir en amont pour éviter le chaos (page 6)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

« Amstel Bright » inonde le marché



Mélance Maniragaba
rédacteur en chef adjoint

Après l'Amstel Beer disponible en formats 65 cl et 50 cl, voici le nouveau venu : l'Amstel Bright, présenté dans

une même bouteille d'emballage, qui désaltère les gorges sèches des amateurs de la sainte mousse. Du Nord au Sud, de l'Ouest à l'Est du pays, dans une carence ennuyeuse de la première saveur (Amstel Beer), la deuxième saveur (Amstel Bright) n'arrive pas toujours à consoler les âmes assoiffées, selon certains consommateurs conservateurs.

Plus cher que l'Amstel Beer, l'Amstel Bright, cette nouvelle boisson à base de maïs, anime les débats. Introduit officiellement sur le marché au mois de mars 2025, certains consommateurs témoignent que

le nouveau produit n'est pas aussi rafraîchissant qu'ils l'espéraient et en déplorent le goût, tout en appelant la Brarudi à revenir à l'ancienne Amstel. Le caprice des habitudes est surprenant, car les bières Amstel supposées préférées ont également eu un début.

Par contre, la teneur en alcool, le pH, l'acidité totale titrable, l'acidité volatile... sont-ils les mêmes pour les deux bières ? Peut-être que nous comparons deux éléments incomparables. Nous ne sommes pas techniciens en la matière et ne faisons pas la promotion de l'Amstel

Bright, ni ne cherchons à rabaisser ce nouveau produit dans le secteur de la fabrication de bière.

Ce qui est remarquable et mérite d'être souligné, c'est l'importance accordée à la bière, un élément incontournable non seulement dans la tradition, mais aussi aujourd'hui pour agrémenter les fêtes et tisser des liens d'amitié, sans oublier l'aspect du divertissement.

Lors de l'introduction de l'Amstel Royale par la Brarudi, certains ont crié haro sur le baudet. Pourtant, aujourd'hui, celui-ci fait partie des

boissons les plus recherchées. Même s'il existe des défis qui échappent aux entreprises afin de produire une plus grande quantité de bière, celles opérant dans ce secteur pourraient tirer parti des critiques constructives pour augmenter leur production et continuer à innover, surtout que l'avenir nous réserve des surprises.

Par ailleurs, même des boissons produites à plus de 600 km à vol d'oiseau sont consommées, pourquoi pas celles produites à partir de produits locaux ?

SPORT

Coupe du Monde 2026 : le Burundi face au défi des éliminatoires

Lors de la trêve internationale, en Afrique se sont joués les matchs comptant pour la 5^{ème} et la 6^{ème} journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2026. A l'issue de ces rencontres, le Burundi a perdu contre la Côte d'Ivoire mais, il s'est conforté en battant lourdement les Seychelles. Malgré tout, les chances de participer au Mondial pour la première fois de son histoire sont comptées sur les doigts de la main



L'équipe nationale du Burundi a gagné contre les Seychelles cinq buts à zéro (5-0) lors de la sixième journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2026. (Photo : Akeza Sport)

Un parcours en dents de scie et la qualification directe semble difficile à atteindre.

Le Burundi a débuté les éliminatoires de la Coupe du Monde 2026 sur une note encourageante en s'imposant face à la Gambie (3-2) le 16 novembre 2023. Cependant, trois jours plus tard, l'équipe s'est inclinée contre le Gabon (1-2). Le 7 juin 2024, les Hirondelles ont arraché un match nul contre le Kenya (1-1) avant de dominer les

Seychelles (3-1) lors de la quatrième journée le 11 juin 2024.

Compte tenu de ces résultats, y a-t-il toujours un espoir de qualification ? Ce n'est pas facile. Voyons voir. Avec six points de retard sur le leader (Les Eléphants du Côte d'Ivoire) et cinq points sur le Gabon, la tâche s'annonce ardue pour le Burundi.

Les matchs suivants sont prévus aux mois de septembre et octobre prochains. Cette période s'annonce décisive pour le Burundi. Le 1er septembre la Côte d'Ivoire

accueillera le Burundi pour un match comptant pour la 7^e journée. Pour la 8^e journée, la Gambie accueillera le Burundi le 8 septembre. Pour le 9^e journée, le Burundi se mesurera avec le Kenya le 6 octobre. Une semaine après, lors de la 10^e journée, les Intamba mu Rugamba visiteront le Gabon le 13 octobre. Pour garder espoir, le Burundi devra impérativement s'imposer contre la Gambie et le Kenya et surtout réaliser un exploit face aux meilleurs équipes du groupe F, la Côte d'Ivoire et le Gabon.

Or, seule la première place de chaque groupe garantit un billet direct pour la Coupe du Monde 2026, tandis que les quatre meilleurs deuxièmes des neuf groupes disputeront des barrages africains. Le vainqueur final de ce deuxième tour participera au tournoi de barrage de la FIFA avec d'autres nations des continents différents.

D'ici là, les Intamba mu Rugamba devront prouver qu'elles ont l'étoffe d'une grande équipe et saisir toutes les opportunités pour renverser la hiérarchie actuelle.

Classement du groupe F à la sixième journée

Classement	Pays	Points	Diff. buts
1	Côte d'Ivoire	16	14
2	Gabon	15	6
3	Burundi	10	6
4	Kenya	6	3
5	Gambie	4	-1
6	Seychelles	0	-28

Gilbert Nkurunziza

Comme tous les pays, le Burundi est engagé dans les éliminatoires de la Coupe du Monde 2026 (zone Afrique). L'équipe nationale Intamba mu Rugamba est logé dans le groupe F aux côtés de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Kenya, de la Gambie et des Seychelles. Vendredi le 21 mars 2025, le Burundi a subi une courte défaite contre la Côte d'Ivoire (0-1) avant de se ressaisir en écrasant les Seychelles (5-0) lors de la sixième journée le 25 mars. Ainsi, après six journées disputées, les Hirondelles occupent la troisième place du classement avec 10 points, derrière la Côte d'Ivoire (16 points) et le Gabon (15 points). A l'autre extrémité du tableau, les Seychelles ferment la marche avec zéro point au compteur.

BurundiECO

Rohero I, Avenue de la Révolution, n°8
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 27 Mars 2025

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2905	2952
Euro	3131	3181
Shi. Kenyan	22,4616	22,8239
Shi. Tanzanien	1,0923	1,1099
Shi. Ougandais	0,7925	0,8053
Fr Rwandais	2,0625	2,0957

ANNONCE



AVIS DE RECRUTEMENT



Enabel recrute un Expert(e) en Contractualisation et Administration. Les termes de référence complets ainsi que ce communiqué peuvent être consultés sur le site : www.infinitygroup.bi ou la page Facebook : @InfinityGroupBurundi ou au bureau d'INFINITY GROUP situé au 7, Avenue de France, Immeuble Ruhara, 2ème étage. Les dossiers de candidatures (Lettre de motivation adressée au Directeur Général d'INFINITY GROUP, CV actualisé - comprenant trois références professionnelles, copie (s) de Diplôme (s) certifié (s) par le Ministère de l'Education, ainsi que tout (e) autre certificat ou attestation professionnel (le)) devront être envoyés dans un seul document PDF à l'adresse enabel.burundi@infinitygroup.bi et doivent porter la mention « Recrutement Enabel- Expert(e) en Contractualisation et Administration »

La date limite de dépôt est fixée au plus tard le 6 Avril 2025 à 23 :59 (GMT+2).

A Enabel les postes vacants sont ouverts à toute personne qui remplit les conditions décrites dans les offres d'emploi. Enabel s'engage en faveur de l'égalité des chances et de la diversité au sein de son personnel. Enabel ne fait pas de discrimination fondée sur le genre, l'origine, la religion, le handicap ou tout autre facteur que les compétences.



7, Avenue de France, Rohero
Bujumbura-Burundi

+257 22 280 320
+257 61 917 000

info@infinitygroup.bi
www.infinitygroup.bi

NIF: 4001100017

RC: 12607/18

Quatrième trimestre de 2024 : forte hausse de l'inflation

L'inflation au Burundi a connu une flambée spectaculaire au quatrième trimestre de 2024, en atteignant 30 % contre 20,1 % au trimestre précédent. Cette augmentation est attribuable non seulement à la hausse des prix des produits alimentaires mais aussi au non alimentaires, selon le récent rapport de politique monétaire de la Banque de la République du Burundi (BRB)

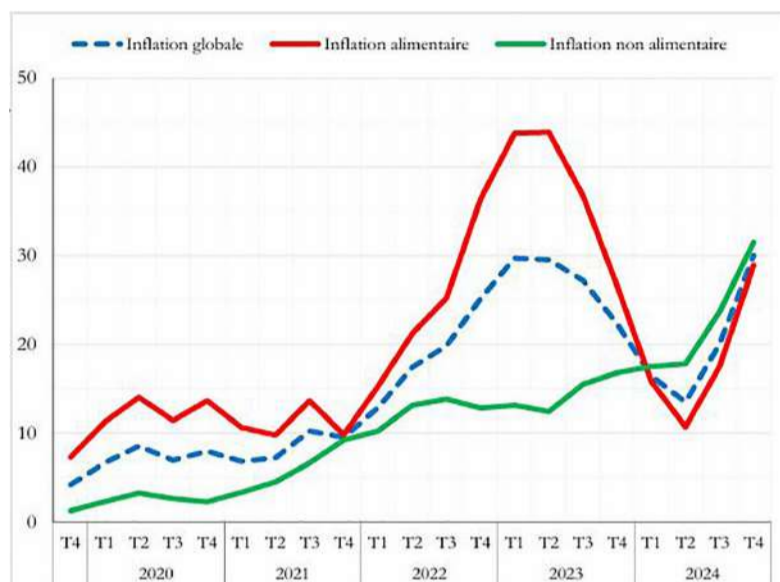
%. Cette hausse s'explique par l'augmentation significative des prix de plusieurs produits de base. Les prix du pain et des céréales ont augmenté de 25,6 % contre 8,7 % précédemment. La viande a enregistré une hausse de 77,9 % contre 45,5 %, tandis que les poissons et fruits de mer ont connu une inflation de 83,3 % contre 41,8 %. Le lait, le fromage et les œufs ont progressé de 47,3 % contre 31,5 % et les fruits de 70,8 % contre 44,1 %. Les légumes ont augmenté de 20,8 % contre 14 % et le sucre ainsi que les confiseries ont bondi de 80,5 % contre 27 %.

Avant tout, l'inflation alimentaire est en forte progression. Elle s'est accélérée, passant de 17,5 % à 29

L'inflation non alimentaire a suivi la même tendance, progressant de 23,7 % à 31,5 %. Les articles d'habillement et les chaussures ont vu leurs prix



L'inflation pèse lourd sur les conditions de vie des ménages.



L'inflation pèse lourd sur les conditions de vie des ménages.

grimper de 44,2 % contre 27,3 %. Le secteur du logement, comprenant l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles, a enregistré une hausse de 50,1 % contre 28,8 %. Les loisirs et la culture ont connu une augmentation de 26,3 % contre 17,9 %, tandis que les services de restauration et d'hôtellerie ont progressé de 35,3 % contre 32,5 %. Enfin, les biens et services divers ont augmenté de 31,2 % contre 21,2 %.

Perspectives inquiétantes pour 2025

Les prévisions pour le premier trimestre 2025 annoncent une

aggravation de l'inflation, avec un taux global estimé à 38,6 %. L'inflation alimentaire devrait atteindre 38,5 %, contre 29 % au quatrième trimestre 2024. L'inflation énergétique est attendue à 41,5 %, contre 20,8 %, tandis que l'inflation sous-jacente, qui exclut les produits les plus volatils, devrait s'élever à 38,2 %, contre 31,2 %.

Pour la BRB, cette tendance haussière serait alimentée par la dépréciation du taux de change réel et des attentes inflationnistes élevées. Toutefois, l'écart de production et des prix mondiaux plus modérés pourraient limiter

partiellement cette hausse.

Différents analystes évoquent que l'ampleur de cette inflation met en lumière les défis économiques majeurs auxquels le Burundi est confronté, notamment en matière de pouvoir d'achat et de stabilité des prix. Les mesures à prendre par les autorités monétaires seront déterminantes pour limiter l'impact de cette situation sur les ménages et l'économie nationale.

Gilbert Nkurunziza

DEVELOPPEMENT

Le Corridor Central à l'œuvre pour la promotion du port de Bujumbura

Le Secrétariat Exécutif de l'Agence de Facilitation du Transport de Transit du Corridor Central (AFTTCC) invite les opérateurs économiques locaux et sous-régionaux à exploiter les nouvelles infrastructures, à savoir : le chantier naval et le terminal à conteneurs, construites au port de Bujumbura, dans le cadre de sa modernisation. Il promet d'intervenir afin que cette exploitation soit efficace pour les Etats



Maître Flory Okandju, Secrétaire Exécutif de l'AFTTCC : « Le port de Bujumbura, c'est le port des opérateurs économiques. Ils doivent tirer profit au maximum de sa modernisation. Sinon, on se demanderait pourquoi on a modernisé cette belle infrastructure ».

commerce et du transport, l'AFTTCC invite les opérateurs économiques de la République Démocratique du Congo (RDC), de la République du Burundi, de la République Unie de Tanzanie et d'autres pays de la sous-région à utiliser le port de Bujumbura.

« C'est leur port. Ils doivent tirer profit au maximum de

sa modernisation. Sinon, on se demanderait pourquoi on a modernisé cette belle infrastructure. S'il y a encore des interventions à faire, des choses à corriger, s'il faut signer des contrats de partenariat public-privé, pourquoi ne pas le faire pour créer des richesses et des emplois ? », déclare-t-il.

Ce qui est, pour Me Flory Okandju, une occasion de contribuer à l'augmentation de l'assiette fiscale des Etats et, par conséquent, une opportunité pour créer d'autres infrastructures.

Il rassure que le Corridor Central est disposé à signer des partenariats, pourvu que le port

soit animé. Et d'expliquer : « Le port c'est comme le cœur qui pompe le sang dans le corps de l'homme. Le sang passe par les veines qui sont des corridors. La vivacité de ce port impactera la vivacité de ceux-ci ».

Le chantier naval et le terminal à conteneurs prêts pour usage

Les cérémonies d'achèvement de la modernisation du port de Bujumbura ont eu lieu le 9 octobre 2024. La construction d'un chantier naval et d'un terminal à conteneurs avec deux postes d'accostage caractérise cette modernisation. Cette construction a un coût équivalent à 100 milliards de FBu.

Le chantier naval moderne constitue une lueur d'espoir pour la sous-région. Les bateaux peuvent désormais être réparés dans ce plus grand port de toute la région des Grands Lacs. Ce port a été modernisé et réhabilité dans le but de promouvoir le commerce avec les pays voisins, de réduire les coûts de transport à l'importation et à l'exportation, et de renforcer la sécurité du transport lacustre.

Mélance Maniragaba

L'utilisation des semences de maïs hybride locales, une priorité

Dans une visite organisée par l'IFDC en collaboration avec la société SETRACO dans les provinces de Bururi, Rutana, Makamba, Karusi et Cibitoke du 17 au 20 mars 2025, les multiplicateurs des semences de maïs hybride au niveau local demandent à l'Etat de subventionner ces semences comme il le fait pour les semences importées pour que le prix de ces dernières soit unique et abordable au niveau national. Pour ces derniers, la promotion de l'utilisation des semences locales devrait d'ailleurs être une priorité. Ces multiplicateurs des semences sont appuyés par le projet PSSD2 de l'IFDC sous l'appui financier de l'Ambassade des Pays Bas au Burundi



La SETRACO enregistre une mévente de plus de 70 tonnes de semences de maïs hybride au niveau national.

C'est le cas de l'Abbé Révérien Manirambona, curé de la paroisse Gatonde située dans la commune Nyabikere en province de Karusi. Il fait remarquer que la paroisse qu'il chapeaute s'est lancée dans la multiplication des semences de maïs hybride il y a de cela quelques années. Les semences ont été offertes par la société SETRACO.

Une mévente de plus de 2 tonnes de semences maïs hybride à la paroisse Gatonde

Selon Manirambona, cela a fait que la paroisse Gatonde enregistre une mévente de 2 tonnes 280 kg de ces semences. Malgré cette situation, il fait savoir que cette quantité a été bien conservée en attendant qu'elle soit écoulee cette année.

Il ajoute aussi que cette paroisse reste encore à l'œuvre dans la production des semences de maïs hybride pour servir les agriculteurs de ses environs. Actuellement, les superficies réservées à cette culture sont estimées à 4,5 hectares.

Il informe que ces semences ont été bien appréciées par la population et demande à l'Etat et à ses partenaires d'appuyer cette paroisse pour qu'elle parvienne à pratiquer l'irrigation et à construire un hangar qui remplit les normes.



Lieutenant-colonel Francine Ndayisaba, multiplicatrice des semences de maïs hybride.

Avec l'appui des techniciens dans le secteur agricole, Manirambona affirme que le rendement généré par les semences de maïs hybride est bon par rapport à celui de maïs composite. Avant l'année dernière, il indique que cette paroisse a produit plus de 3 tonnes et 4 tonnes 600 kg de maïs hybride de type V3 l'année dernière sur un hectare et demi.

Pourtant, il déplore que toute cette quantité n'a pas été écoulee suite à la subvention des semences de maïs hybride importées par l'Etat. Cela a fait que les semences importées s'achètent à 4000 FBu le kilo quand les semences locales s'achètent à 12000 FBu le kilo. Et les agriculteurs ont vite acheté celles qui sont moins chères.



Abbé Révérien Manirambona, curé de la paroisse Gatonde située dans la commune Nyabikere en province de Karusi.

Les semences locales de maïs hybride génèrent un bon rendement

Dr Astère Ndayizeye abonde dans le même sens. Il fait savoir que cela fait 4 ans qu'il s'est lancé dans la multiplication des semences de maïs hybride. Selon lui, ces semences génèrent de bons rendements si on respecte les bonnes pratiques agricoles par rapport à celles du maïs composite.

Sur 6 ares, on peut récolter 800 kg, argue Ndayizeye. Et de souligner qu'il a récolté plus de 12 tonnes sur 6 hectares l'année dernière. Il précise que c'est la raison pour laquelle, ces semences sont beaucoup appréciées par la population.

Quid des défis ?

Pourtant, Ndayizeye indique que les multiplicateurs de ces semences sont confrontés à moult défis. Il cite entre autres les aléas climatiques, la cherté de la main d'œuvre, le retard dans l'approvisionnement

des fertilisants, l'insuffisance des surfaces agricoles, etc.

Il demande alors à l'Etat de soutenir les producteurs de ces semences au niveau local avant de penser à l'importation pour éviter qu'il y ait des pertes liées à la mévente. Selon lui, l'Etat devrait prioriser l'achat des semences produites au niveau local avant de penser à l'importation de ces dernières.

La multiplicatrice des semences de maïs hybride Lieutenant-colonel Francine Ndayisaba se réjouit du rendement généré par ces dernières depuis qu'elle s'est lancée dans ce secteur. Elle exploite 7 hectares dont 2,5 hectares sur la colline Kirinzi de la commune Mugamba dans la province de Bururi et 4,5 hectares sur la colline Rugenge de la commune Mpanda dans la province de Bubanza.

Des semences locales pour faciliter l'approvisionnement

Mme Ndayisaba indique que son implication dans la production des semences de maïs hybride est venue pour aider la population à s'en approvisionner facilement. Elle remercie la société SETRACO qui lui fournit les semences de base.

Paterne Iteriteka, agronome rencontré sur la colline Rusovu de la commune Kayogoro dans la province de Makamba informe la population que les semences de maïs hybride produites au niveau local sont de bonne qualité. Elles génèrent de bons rendements estimés à deux fois ou trois fois par rapport à celui des semences de maïs composite. Si on sème 25 kg, on peut récolter 3 tonnes.

Pourtant, il précise que la production de ces semences n'est pas chose facile. Elle demande des moyens colossaux.

Lors du semis, la première ligne est constituée exclusivement de maïs mâle. Les trois lignes qui suivent sont constituées exclusivement de maïs femelles et on continue dans ce sens jusqu'au bout du semis. Du reste, il argue que la récolte est attendue après seulement trois mois.

La population ne produit que des vivres consommables

Il demande à la population de ne pas conserver elle-même les semences. Ce qu'elle produit est destinée à la consommation.

Plutôt, il l'informe que les semences sont disponibles chez les multiplicateurs qui collaborent avec SETRACO. Ce sont des semences de bonne qualité. «Elles sont plus productives par rapport à celles du maïs composite. Elles résistent aussi aux maladies», renchérit-il.

Et de préciser que cela permettra à la population d'avoir de quoi manger et de l'argent comme le souhaite le Chef de l'Etat. Iteriteka demande alors à l'Etat de promouvoir l'utilisation des semences du maïs hybride produites localement au lieu de celles de maïs hybride importées dans l'objectif de motiver les multiplicateurs des semences au niveau local.

SETRACO collabore avec 30 multiplicateurs des semences

Yvonne Nimbona, cadre à la société SETRACO informe la population que cette société est à l'œuvre pour promouvoir l'utilisation des semences du maïs hybride au niveau local. «Nous collaborons avec des multiplicateurs des semences

qui ont les compétences requises et des espaces cultivables libres. Actuellement, nous collaborons avec 30 multiplicateurs dans les provinces de Bururi, Rutana, Makamba, Gitega, Karusi, Mwaro, Ngozi, Gitega, Cibitoke, Muyinga et Bubanza. Nous disposons seulement de 204 hectares dans toutes ces provinces », laisse entendre Nimbona.

Les besoins en termes de semences de maïs hybride sont énormes

Elle s'inquiète que les superficies réservées à la production de ces semences ne sont pas suffisantes et demandent à l'Etat de contribuer à la disponibilisation des terres cultivables suffisantes pour pouvoir produire des semences suffisantes, car les études montrent que le Burundi a besoin de 2500 à 3000 tonnes de semences de maïs hybride par an.

Elle remercie l'IFDC de ses appuis multiformes dans la promotion de l'utilisation des semences hybrides et lui demande de continuer dans ce sens jusqu'à ce qu'on parvienne à



Yvonne Nimbona, cadre à la société SETRACO.

satisfaire le marché local en termes de semences de maïs hybride.

Astère Bararyenya, chercheur et améliorateur des plantes à la société SETRACO demande à l'Etat de prioriser l'utilisation des semences produites localement. Selon lui, cela permettra d'éviter les pertes enregistrées par les multiplicateurs des semences depuis que l'Etat a commencé à subventionner les semences importées.

Nous enregistrons une mévente de plus de 70 tonnes de semences de maïs hybride au niveau national,



Astère Bararyenya, chercheur et améliorateur des plantes à la société SETRACO.



Gilbert Buhanza, coordonnateur du projet PSSD 2 à l'IFDC.

ces raisons prouvent que l'Etat va en tirer profit. Les devises qu'il utilise dans ce domaine peuvent être orientées dans d'autres secteurs tels que la santé, le transport, etc, renchérit-il.

Du reste, il informe la population que les variétés qu'on propose à la population ont des performances différentes selon l'écologie et les besoins dans ce domaine.

La variété Burakeye, plus performante

Il explique que la variété Burakeye est plus performante dans les régions de basse, moyenne et haute altitude. Elle a montré des performances assez extraordinaires lors des essais réalisés l'année dernière par le ministère en charge de l'agriculture en collaboration avec l'ISABU. Elle a été la première variété la plus rentable dans

sous-région tels que le Kenya, la Zambie et l'Ouganda d'où provient une grande partie des semences importées.

Attention à l'importation des semences !

Il signale alors que plus on importe les semences, plus on aggrave le risque de l'apparition des maladies.

Gilbert Buhanza, coordonnateur du projet PSSD 2 à l'IFDC indique que cette organisation reste prête à promouvoir l'utilisation des semences de maïs hybride produites au niveau local. Il fait savoir que ce projet de l'IFDC travaille sur trois cultures, entre autres les maïs hybride et composite, le haricot et la pomme de terre.

C'est un projet qui est venu après d'autres projets de l'IFDC tels que l'ISSD et PSSD 1. L'ISSD a commencé ses activités en 2014 et les a clôturées en 2018. PSSD 1 les a débutées en 2019 pour les clôturer en 2024.

Pour le moment, Buhanza précise que le PSSD 2 s'intéresse aussi à ces cultures plus les légumes pour s'assurer que les aspects alimentaires et nutritionnels sont respectés. Nous avons introduit les semences de maïs hybride en 2019 en collaboration avec la société SETRACO, explique-t-il.

4 variétés déjà en phase de multiplication et de vente dans les ménages

Après deux ans de collaboration, on a fait homologuer 9 variétés de maïs hybride à l'ONCCS. Sur ces dernières, 4 variétés, entre autres Burakeye, long 7 H, Makobwa et V3 sont en phase de production, de multiplication et de vente au niveau des ménages.

En termes d'accessibilité physique, Buhanza indique qu'on a essayé de mettre des points de vente dans différents endroits en collaboration avec les autres partenaires privés. Ils sont dispersés dans différentes localités du pays pour permettre aux ménages vivant dans les endroits les plus reculés de s'en approvisionner. Malgré ces avancées, il affirme que la quantité de ces semences n'est pas encore suffisante.

Buhanza conclut qu'on est en train de chercher d'autres partenaires privés pour essayer de satisfaire la demande locale.



Paterne Iteriteka, agronome.

déplore-t-il. Selon lui, les semences du maïs hybride produites localement sont très rentables. Les vivres qui proviennent d'elles sont de bonne qualité et sont très appréciées par les consommateurs.

Les semences locales moins chères

De plus, elles sont moins chères (12000 FBu par kg), car les semences importées s'achètent à 25 000 FBu par kg quand elles ne sont pas subventionnées. Selon lui, toutes

différentes régions du pays.

Burakeye est non seulement précoce, mais aussi appréciée en termes de qualité organoleptique. Elle a des graines de grand calibre.

Concernant la variété V3, elle est plus appréciée en moyenne altitude comme à Karusi et à Muyinga.

Et la variété Makobwa est plus appréciée en basse altitude et résiste beaucoup plus à la maladie MLN qui est une maladie dévastatrice comme on l'a observé dans les pays de la

Chemin de fer, section Uvinza-Musongati

Le lancement des travaux de construction pour bientôt

Les autorités compétentes annonceront très prochainement la date du lancement des travaux de construction du chemin de fer, section Uvinza (Tanzanie)-Musongati (Burundi). Un atelier de vérification a eu lieu à Bujumbura du 20 au 21 mars 2025 pour s'assurer que tout est en ordre



Une vingtaine de techniciens chinois sont actuellement sur le sol burundais, dans les provinces de Makamba et Rutana, pour révéifier si l'alignement initial proposé lors des études de faisabilité est toujours valable.

Après la signature du contrat avec l'entreprise chargée de l'exécution des travaux de construction du chemin de fer, section Uvinza-Musongati, signée à Dar-es-Salaam le 29 janvier 2025, nous avons tenu une réunion d'échange pour vérifier que tout soit prêt pour le lancement des travaux », déclare Capitaine Dieudonné Dukundane, ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux.

Cette réunion qui a permis de faire le point sur l'état d'avancement des préparatifs pour le lancement de la construction du chemin de fer, a eu lieu à Bujumbura du 20 au 21 mars 2025.

Pour le ministre en charge des infrastructures, il s'agit d'un projet complexe. « Le pays n'a jamais réalisé un projet de ce genre, tant du côté burundais que du côté de la Banque Africaine de Développement (BAD).

C'est le premier projet régional que cette banque finance dans le pays », explique Capitaine Dukundane.

Ce projet implique, selon lui, un grand nombre d'acteurs. Ainsi, lors de cet atelier de vérification, l'état d'avancement des préparatifs a été examiné, notamment en ce qui concerne l'entreprise ou le consortium ayant remporté le

marché, la mission de contrôle et la mobilisation des financements.

Tout va bien du côté technique

Capitaine Dukundane informe que cela fait une semaine que les experts de l'entreprise ou du consortium d'entreprises chargé de l'exécution des travaux sillonnent le corridor

ou le tracé du projet. « Du côté de la Tanzanie, une équipe d'une vingtaine de techniciens chinois a déjà terminé son travail dans ce pays. Ils se trouvent actuellement au Burundi, dans les provinces de Makamba et Rutana, où passera le chemin de fer », précise-t-il. Il souligne qu'il s'agit d'un exercice classique, normal et ordinaire, visant à révéifier si l'alignement initial proposé lors des études de faisabilité est toujours valable.

Les vérifications, les contrôles et les ajustements nécessaires permettent de déterminer un alignement définitif, explique le ministre en charge des infrastructures. Pour lui, c'est sur la base de cet alignement final que seront effectués les calculs pour l'indemnisation des expropriations.

Mission de contrôle : une condition sine qua non

Capitaine Dukundane annonce que la Banque Africaine de Développement (BAD) a déjà donné son accord pour le recrutement de la mission de contrôle. « D'ailleurs, la mission de contrôle était présente lors de cette réunion », ajoute-t-il.

Il précise que ce genre de travaux ne peut pas débuter sans la mise en place d'une mission de contrôle. C'est une avancée observée au cours des deux derniers mois.

Une mobilisation de financement en bonne voie

Le ministre en charge des infrastructures assure que la mobilisation des financements suit son cours normal. Selon le rapport de la BAD, d'autres acteurs et financiers seraient intéressés à rejoindre le projet. « C'est un financement colossal. La valeur du projet de construction du chemin de fer dépasse les 2 milliards USD. Mais vu les retombées que le projet pourra générer, il est encourageant d'avoir des conditions de financement relativement abordables. Ce chemin de fer est l'une des solutions à envisager pour combler le déficit budgétaire », signale Capitaine Dukundane.

Il ajoute que, pour le lot couvrant la Tanzanie et le Burundi (lot 7 côté Tanzanie et lot 8 côté Burundi), les fonds annoncés par la BAD pourront être facilement mobilisés en attendant la disponibilité d'autres financements complémentaires.

Le ministre souligne enfin qu'un calendrier pour la pose de la première pierre a été établi lors de la réunion. Cependant, ce seront les autorités habilitées de la Tanzanie et du Burundi qui annonceront la date propice pour cette cérémonie.

Mélance Maniragaba

ENVIRONNEMENT

Protection de l'environnement

Agir en amont pour éviter le chaos

Le phénomène de ravinement dans les zones périurbaines de Bujumbura devient de plus en plus inquiétant. Des maisons détruites, des familles sans abri, des infrastructures publiques endommagées... le bilan est lourd. Selon les experts, le gouvernement doit encadrer les constructions et appliquer rigoureusement les lois sur l'aménagement et l'environnement, tout en entreprenant des travaux préventifs pour contenir la progression des ravinements et protéger les populations



Au fil du temps, de simples crevasses se transforment en ravins massifs, détruisant des maisons, des routes et des ressources naturelles.

Dans le quartier Kamesa de la zone Musaga, commune Muha, un grand ravin sépare deux collines. Les rives de ce ravin, fragiles et en plein glissement, s'élargissent de jour en jour, comme le racontent les habitants de cette localité. Étant là-bas, on peut voir des maisons dont une partie a déjà été emportée dans le ravin, tandis que l'autre reste suspendue sur ses rives. Cela témoigne qu'auparavant, cette zone était habitée.

« Le glissement de terrain a commencé en 2022, progressant lentement, puis il a pris de l'ampleur en 2023 et s'est accéléré en 2024. Cela continue jusqu'à aujourd'hui », raconte Emanuel Igirukwishaka, habitant du quartier Kamesa. Comme il le raconte, avant que la situation ne s'aggrave, ces deux collines étaient séparées par un simple ruisseau, facile à

traverser à pied. Mais avec le temps, le terrain a continué à s'effondrer progressivement et le ravinement s'est aggravé.

Claver Harusha, 57 ans, vit à Kamesa. « Quand je suis arrivé ici il y a 42 ans, c'était une colline stable, avec des constructions solides et bien organisées. Tout cela a disparu maintenant », explique-t-il en montrant l'endroit où étaient jadis construites certaines maisons.

Les pertes sont énormes

« Nous avons déjà perdu beaucoup de choses à cause de ce ravinement. Environ 150 maisons ont été détruites ici, laissant plus de 750 personnes sans abri », déclare Didier Ndizeye, chef du quartier Kamesa.

Césarie Niyonsaba, une mère de sept enfants, est l'une des victimes. Nous l'avons rencontrée en train de ramasser des briques sur le site où sa maison s'était effondrée. Elle nous a raconté le calvaire qu'elle vit avec ses enfants. « Les enfants ont abandonné l'école. Nous vivons constamment dans l'insécurité, sans aucune sérénité », regrette-t-elle.

Monsieur Ndizeye parle également de la perte d'une route d'accès importante. « Lorsque la RN7 devient impraticable, les voitures doivent emprunter cette route secondaire endommagée », explique-t-il, tout en montrant une route alternative qui est maintenant inutilisable. Les habitants craignent aussi que la RN7 ne s'effondre totalement, car des fissures sont déjà apparues

sous celle-ci. « Malgré nos efforts, sans intervention de l'État, nous n'arrivons pas à faire face à ce phénomène. Une solution serait de reloger les victimes pour qu'elles aient un abri. En attendant, nous essayons de planter des bambous pour stabiliser le sol, mais les effets restent limités », ajoute M. Ndizeye.

Kamesa n'est pas le seul quartier touché

Benjamin Shumbusho, habitant de la 2ème avenue de Musaga, près de la rivière Mpanda, se souvient d'un soir du mois de mai 2024, vers une heure du matin. Il a entendu un bruit semblable à un tremblement de terre. « En sortant, j'ai découvert que le glissement de terrain avait emporté deux chambres et les toilettes de ma maison. J'ai décidé d'attendre le lever du jour, puis je suis allé demander un refuge. Depuis, je vis dans un logement temporaire. Avant cet incident, je préparais mon mariage prévu pour le 1er juin. J'ai perdu environ 20 millions de Fbu à cause de cet événement », témoigne-t-il.

Nalizadi Kamariza, voisine de Benjamin, raconte que le glissement de terrain a déjà détruit cinq maisons de son quartier dès 2023. Une personne, endormie dans l'une des maisons, a été retrouvée blessée et emmenée à l'hôpital. « Nous vivons dans une peur constante, particulièrement pour nos enfants qui jouent à proximité de ces zones dangereuses », dit-elle.

Zacharie Nyandwi, habitant de Gihosha Rural, vit lui aussi près d'un ravin. Il déplore des pertes

importantes. « Plus de cent maisons ont été détruites ici », affirme-t-il. Il raconte avoir perdu une parcelle située derrière sa maison, emportée par le glissement. « Nous vivons dans l'angoisse permanente. Nous demandons au gouvernement de nous aider. Si cette zone ne peut pas être réparée, qu'on nous donne un autre endroit pour vivre en sécurité. »

Que disent les experts ?

Selon Dr Athanase Nkunzimana, chercheur et enseignant à l'Université du Burundi, le phénomène de ravinement dans les zones périurbaines de Bujumbura est largement favorisé par des terrains à fortes pentes, une exploitation non réglementée et l'impact des changements climatiques. Au fil du temps, de simples crevasses deviennent des ravins massifs, détruisant des maisons, des routes et des ressources naturelles.

Pour remédier à cette situation, il suggère de sensibiliser les populations locales à la culture du risque et de stabiliser les terrains par des solutions naturelles. Mais également, le gouvernement doit encadrer les constructions, appliquer rigoureusement les lois environnementales et entreprendre des travaux préventifs pour contenir ces ravinements. Car selon lui, stabiliser les zones en amont est indispensable pour garantir la sécurité en aval.

Florence Inyabuntu



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR DES CADEAUX CUSTOMISÉS DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS, HOPE DESIGN VOUS PROPOSE DES GOURDES PERSONNALISÉES

